

TERMES DE REFERENCE

UN(E) EXPERT(E) EN COMMUNICATION Pour l'élaboration d'un plan de communication pour le programme d'appui aux entrepreneurs

I. Information sur le poste	
Titre du poste :	Expert(e) en communication
Org. Unit :	PNUD Tunisie
Durée :	10 jours
Contract :	IC
Langues requises :	Français, Arabe
Lieu :	Tunis, Tunisie (travail à distance)
Date de début :	23/03/2017
Supervisor :	CTP Projet REES / Chargée de la gestion des connaissances

II. Contexte et justification
Le projet intitulé « Renforcement de l'écosystème entrepreneurial dans le Sud Tunisien », est financé par le gouvernement japonais et mis en œuvre par le PNUD en partenariat avec l'Office de Développement du Sud –ODS-, l'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant –ANETI- et la Banque Tunisienne de Solidarité –BTS-. Le principal objectif du projet est de renforcer l'environnement de création et de développement des entreprises dans les gouvernorats de Médenine, Tataouine, Kébili et Tozeur, et ce, à travers un soutien technique aux structures d'appui et de financement en vue de stimuler l'esprit entrepreneurial chez les jeunes et de mettre en place des mécanismes de coordination entre les différents acteurs clés régionaux en matière de promotion de l'emploi et de l'investissement privé. Il vise aussi l'appui des jeunes entrepreneur(e)s à travers un programme d'accompagnement et de financement pour créer et/ou développer leurs entreprises. Dans le cadre de sa deuxième composante, « appui aux jeunes promoteurs (promotrices) et entrepreneur(e)s », et en collaboration avec les différents acteurs régionaux à travers les comités techniques régionaux dédiés à cette activité, le projet prévoit un appel à manifestation d'intérêt pour mobiliser 40 PME (Petites et Moyennes Entreprises) existantes qui embauchent 3 à 9 employés, à raison de 10 PME par gouvernorat, et les appuyer techniquement. Lors d'une seconde phase, le projet mettra en place un appui technique et financier à au moins 16 PME existantes dans les quatre gouvernorats (à raison de 4 PME par gouvernorat) choisi parmi les 40 PME déjà appuyé au cours de la première phase. D'une manière générale, le projet REES tend à promouvoir l'esprit entrepreneurial, en région, en sensibilisant les jeunes, et notamment celles et ceux issus de l'enseignement supérieur, comme à

encourager le développement des Petites Entreprises, et ce, en mettant en oeuvre des actions pilotes visant l'appui technique et financier à des porteurs de projets d'entreprises, mais également en appuyant ses partenaires institutionnels et les acteurs régionaux clés dans la duplication des actions pilotes ou leurs mise à l'échelle. Le projet devra, ainsi, renforcer son approche de communication et la visibilité de ses actions pilotes.

Afin d'accroître la visibilité du projet auprès des parties prenantes clés, comme pour parvenir à mobiliser les bénéficiaires cible de son programme d'appui, le projet a compte contracter un(e) expert(e) d'appui pour élaborer un plan de communication pour cette composante et préparer le « brief crea » pour l'agence de conception des supports de communication et de sensibilisation.

III. Rappel de la problématique et du développement du projet

La région du sud connaît des taux de chômage bien supérieurs aux moyennes nationales et le tissu économique, comme la dynamique entrepreneuriale, restent assez limitée. Ainsi, au-delà des réformes structurelles de l'économie nationale requises en vue de réduire ces taux de chômage alarmants notamment chez les jeunes et diplômés de l'enseignement supérieur, il est un impératif, à court terme, de stimuler l'environnement de l'investissement privé et de promouvoir l'esprit entrepreneurial auprès des jeunes en guise d'alternative à la quête d'un emploi. Toutefois, selon la Banque mondiale, la bureaucratie étouffe les efforts de l'esprit entrepreneurial chez les jeunes et réduit la compétitivité des entreprises. La bureaucratie représente un fardeau particulier pour les petits entrepreneurs et induit les petites entreprises à rester dans l'informel.

Face à cette situation alarmante, plusieurs programmes et institutions publiques soutiennent que la promotion de l'entrepreneuriat et le développement des affaires seront parmi les priorités à mettre en œuvre. Une étude menée dans le cadre du précédent projet du PNUD a exposé les problèmes sous-jacents à la situation du chômage dans les gouvernorats de Médenine et de Tataouine et a présenté un cadre stratégique régional pour améliorer l'appui aux entrepreneurs, à travers notamment une régionalisation des politiques d'appui à l'emploi et l'entrepreneuriat. De même, une mission d'évaluation des capacités d'un des partenaires du projet a permis d'identifier les axes de renforcement des services de promotion de l'investissement privé.

Sous cet angle d'analyse, il est remarqué par ailleurs l'existence d'une multitude de structures publiques dédiées à la promotion de l'investissement privé, ce qui conduit nécessairement à un chevauchement des attributions et des compétences.

A cet effet, un plan de renforcement des capacités techniques des partenaires impliquées dans l'appui aux entrepreneurs a identifié les axes pour une amélioration des services d'appui et de financement offerts par les institutions publiques partenaires. Ce plan de renforcement des capacités techniques et organisationnelles des partenaires (ODS, EE, UPM des BETI et Agences régionales de la BTS) devra partir des besoins des entrepreneurs, et notamment les jeunes parmi eux. En effet, les jeunes entrepreneurs sont confrontés à diverses contraintes : (1) manque d'information concernant les possibilités économiques au

niveau local ; (2) les rôles, mandats et responsabilités des administrations publiques ne sont pas assez claires, ou encore sont enchevêtrés ; (3) accès limité aux institutions financières et autres fonds d'investissement ; (4) bureaux d'appui au développement de l'entreprise (à savoir Espace Entreprendre, bureaux de l'emploi) ne sont pas assez outillés et manquent de capacités techniques en terme d'encadrement, orientation et accompagnement des jeunes promoteurs d'idées de projet ; (5) difficulté d'accès à des services professionnels d'appui technique et managérial (services de conseil fiscal, social et de gestion). Ainsi, même s'il est constaté l'existence d'un certain nombre d'opportunités : (1) incubateurs et parcs d'activités économiques à accès compétitifs ; (2) programmes de financement ciblés ; (3) programmes de formation et renforcement des capacités techniques intégrés dans les cursus ou parallèles ; (4) opportunités économiques et marchés avérés dans les régions cible et avantages comparatifs des régions ; le principal défi réside dans la mise en cohérence des divers services tout en contribuant à l'amélioration de ces services.

En répondant, entre autres, aux problématiques citées, le schéma proposé par le projet vise le renforcement de l'écosystème entrepreneurial, il devra se traduire en conséquence par :

- 1) Une offre d'un meilleur service d'appui aux promoteurs de projets et aux entrepreneurs, en renforçant les capacités techniques des acteurs clés et en améliorant les aspects organisationnels et matériels de ces services ;
- 2) Un mécanisme de coordination entre les divers intervenants fluidifiant les informations économiques et financières, et renforçant la connaissance des besoins et potentiels économiques des TPE, PE et PME et l'identification des créneaux porteurs ;
- 3) Un renforcement de l'implication des organisations professionnelles, et notamment celles dédiées aux femmes entrepreneures, auprès des comités publics de concertation pour l'appui à l'entrepreneuriat, comme dans la mobilisation des entrepreneurs ;
- 4) Une mobilisation des institutions universitaires pour la promotion de la culture entrepreneuriale auprès des jeunes ;
- 5) Une promotion de l'entrepreneuriat à travers les médias, notamment régionaux, et une diffusion des bonnes pratiques pour la promotion de projets ;
- 6) Une conception d'un schéma de financement qui soit adapté aux besoins des entrepreneurs alliant un prêt sans intérêt, comme fonds d'amorçage rotatif au profit de la région [assimilé à un crédit revolving à taux « 0 »] et un financement bancaire de la part de la BTS ;
- 7) Un renforcement des capacités techniques et organisationnelles des promoteurs et entrepreneurs et un accompagnement post-crédit/développement des projets et
- 8) L'intégration, en continue, des leçons apprises des dynamiques de promotion de l'entrepreneuriat dans la planification stratégique du développement économique des régions en vue d'améliorer : le cadre réglementaire, l'infrastructure et la culture de l'entrepreneuriat.

Dans ce cadre et en vue d'appuyer spécifiquement le projet dans l'atteinte du point 5, l'équipe du projet compte contracter un(e) expert(e) pour l'appuyer dans le développement d'un plan de communication

adéquat en vue de sensibiliser, mobiliser et faire adhérer les entrepreneurs cible à son programme d'appui technique et financier.

IV. Objectifs

Objectif Général :

La mission aura pour objectif d'appuyer le projet REES dans l'élaboration d'un plan de communication pour le programme d'appui à l'entrepreneuriat, et en particulier, la composante dédiée à l'appui technique et financiers à la PME, comme elle aura pour objectif de produire le « Brief Crea » pour les supports de communication et de sensibilisation ayant trait à l'appel à manifestation d'intérêt des entrepreneurs installés (PME) qui vont bénéficier du soutien du projet et aboutir à, au moins, 40 PME sélectionnées (10 par gouvernorat) pour l'appui technique, et, lors d'une seconde phase, à 16 PME appuyées techniquement et financièrement.

Objectifs spécifiques :

La mission aura pour objectifs spécifiques d'élaborer un plan de communication qui remplira les fonctions suivantes :

- Développer un plan d'action pour affiner la communication du projet autour de sa composante 2 ayant trait à l'appui technique et financier aux entrepreneurs et porteurs de projet, et en particulier, la communication visant les entrepreneurs installés, ciblés par le projet, afin de mettre en oeuvre les approches et actions communicationnelles idoines pour les sensibiliser, les mobiliser et les faire adhérer au programme proposé.
- Développer des produits communications appropriés pour cette composante du projet.
- Améliorer la visibilité du projet à travers cette action.

V. Résultats attendus

L'expert(e) travaillera sous la supervision du Conseiller Technique Principal et de la Chargée de la gestion des connaissances du projet « Renforcement de l'Ecosystème Entrepreneurial dans le Sud tunisien ».

Les résultats attendus de la mission du consultant sont :

- Un plan de communication, sensible à l'égalité genre et répondant au contexte spécifique de la région du sud, est développé et validé en vue d'améliorer la visibilité du projet et de mobiliser les entrepreneurs cible pour les différents programmes d'appui offerts.
- Un « brief créa » est développé et validé à destination des prestataires de conception et de production des supports de communication et de sensibilisation.

Tableau récapitulatif des résultats attendus :

Produits attendus	Durée de réalisation	Paielements	Validation
Plan de communication	7 jours	100% après la validation des résultats attendus	CTP projet
Brief crea	3 jours		CTP projet

VI. Compétences

- Très bonne maitrise des langues arabe et française.
- Qualités relationnelles.
- Très bonne connaissance des défis dans le cadre dans les régions.
- Capacité avérée à développer des stratégies et plans de communication.
- Grande capacité à coordonner et à travailler en équipe.
- Excellente capacité d'écoute et excellente aptitude à communiquer, oralement et à l'écrit.

VII. Qualifications requises

Education :	Au moins une maitrise, en Marketing, science de gestion, sciences humaines ou domaine équivalent en lien avec la communication.
Expérience :	- Au moins 5 ans d'expérience professionnelle en matière de communication institutionnelle - Au moins 5 références en matière d'appui à des institutions publiques, privées ou de coopération internationale dans l'élaboration de plan de communication, stratégie de communication et autres produits de veille stratégique et de marketing - Au moins une expérience en appui à une organisation internationale - Au moins une expérience en lien avec les activités économiques et financières

VIII. Calendrier et durée

Durée prévue : 10 jours de travail effectif étalés sur une période de 2 semaines

IX. Lieu de travail

Le/la consultant(e) travaillera de chez lui.

X. Proposition financière

Le candidat devra faire parvenir une Offre financière sur la base d'un taux journalier d'honoraires comme suit :

Honoraire journalier	Durée de la mission	Rémunération globale
..... TND	10	Honoraires journalier X 10 jours

XI. Présentation de l'offre et critères d'évaluation

Le consultant devra faire parvenir les éléments suivants :

- a) **Curriculum Vitae;**
- b) **Offre financière** telle que définie ci-dessus.

Les critères de sélection permettant d'évaluer l'offre seront les suivants :

- 70% pour les qualifications techniques
- (Nt) - 30% pour l'offre financière.

La très bonne connaissance orale et écrite de l'arabe est une condition indispensable pour ce poste et sera évaluée préalablement à l'analyse technique et financière du candidat.

Seules les candidatures ayant obtenu un score d'au minimum **70 points** lors de l'évaluation technique seront considérées pour l'évaluation financière

Critères	Poids	Point maxi
<u>Techniques</u> Au moins 5 ans d'expérience professionnelle en communication institutionnelle : • 05 ans d'expérience.....10 points • De 06 à 10 ans d'expériences20 points • Plus de 10 ans d'expériences30 points Au moins 5 références en matière d'appui à des institutions publiques, privées ou de coopération internationale dans l'élaboration de plan de communication, stratégie de communication et autres produits de veille stratégique et de marketing : • 05 références.....10 points • De 06 à 10 références20 points • Plus de 10 références30 points Au moins 1 expérience en appui à une organisation internationale : • Une5 points • plus qu'une expérience10 points Au moins 1 expérience en lien avec les activités économiques et financières • Une5 points • plus qu'une expérience10 points Méthodologie proposée pour la mise en œuvre de la mission : • Méthodologie satisfaisante.....5 points • Méthodologie moyennement satisfaisante.....10 points • Méthodologie très satisfaisante.....20 points	70%	100
<u>Financier</u>	30%	30
Score Total (Score Technique *0.7+ Score Financier * 0.3)		

Après vérification de l'adéquation entre les propositions financière et technique, chaque offre financière (F) recevra une note financière (NF) calculée par comparaison avec la proposition financière la moins disant (Fm) de la manière suivante : $NF = 100 \times F_m / F$ (F étant le prix de la proposition financière).

XII. Approbation des TdR

Nom et titre : Mohamed Madhkour - CTP REES

XIII. Dossier de candidature

Les dossiers de candidature devront être constitués des pièces suivantes :

- Le curriculum vitae détaillé ;
- La méthodologie proposée pour la mise en œuvre de la mission ;
- Copie des diplômes ;
- Les noms et contacts d'au moins 3 références ;
- Une offre financière détaillée et exprimée en Dinars tunisiens, hors taxes. Elle doit inclure le montant des honoraires demandés pour la réalisation des prestations et livrables mentionnées.